

LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA RÉSISTANCE

· **APERÇU SUR LA SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER CHILIEN**

DEPUIS LE 11 SEPTEMBRE '73

· **UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE AU SEIN DES MASSES**

· **COMMENTAIRE SUR UNE EXPÉRIENCE DE TRAVAIL POLITIQUE**

DANS UNE USINE CHILIENNE

CHILI - QUÉBEC INFORMATIONS - SEPT. 1976

CONFIDENTIAL - SECURITY INFORMATION

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED

DATE 08/14/01 BY 60322

EXCEPT WHERE SHOWN OTHERWISE, THIS DOCUMENT IS UNCLASSIFIED

DATE 08/14/01 BY 60322

CONFIDENTIAL - SECURITY INFORMATION

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED

TABLE DES MATIERES

- Introductionp. 1
- Aperçu sur la situation du mouvement ouvrier
chilien depuis le 11 septembre 1973.....p. 7
- Un parti révolutionnaire au sein des masses:
expérience de travail politique dans une
grande usinep.15
- Commentaire sur une expérience de travail
politique dans une usine chiliennep.24

TABLA DE MATERIAS

I. Introducción 1

II. Aspecto general de la situación de movimiento obrero
en Chile en el período 1973-1977 2

III. El movimiento obrero en Chile en el período
1978-1982 3

IV. Conclusiones 4

INTRODUCTION

Durant ses trois années d'existence, le bulletin Chili-Québec Informations a souvent fait écho dans ses pages à la répression systématique qui se pratique au Chili depuis le renversement du gouvernement Allende par la junte militaire dirigée par Pinochet. Est-il besoin de rappeler que cette répression est dirigée contre la classe ouvrière, les chômeurs, les paysans, les ménagères, les étudiants, enfin contre l'ensemble des forces populaires chiliennes.

Le coup d'Etat de septembre '73 avait pour but de renverser un rapport de force qui devenait par trop favorable à la classe ouvrière. Le maintien de la répression et son institutionalisation ont pour but maintenant d'assurer que ce rapport de force demeure en faveur de cette fraction de la bourgeoisie chilienne qui est intégrée - dépendante - à l'Impérialisme américain. Ces deux alliés ne peuvent plus prendre aucune chance, comme par exemple retourner au jeu parlementaire*. Aujourd'hui cela est non seulement vrai pour le Chili, mais pour presque la totalité des pays d'Amérique du Sud. Autrement dit, les états capitalistes latino-américains

*Toute l'opposition de droite comme de gauche est brutalement réprimée. Récemment la Junte militaire expulsait du Chili trois éminents avocats de droite de la Démocratie Chrétienne. L'assassinat d'Orlando Letelier, influent dans les milieux "démocrates" américains, montre encore une fois que les gorilles chiliens ne sont pas disposés à ce qu'on mette en péril leur domination.

ne font que jouer à fond le rôle pour lequel ils ont été créés: assurer la domination de la bourgeoisie.

Dans tout pays capitaliste, le rôle de l'état est d'assurer que la classe dominante, - la bourgeoisie - soit toujours en position de force. Les moyens d'intervention sont nombreux et variés. Le choix d'utilisation de l'un ou de l'autre de ces moyens dépend de plusieurs facteurs qui sont autant d'éléments définissant une conjoncture donnée. Parmi ces facteurs, il faut mentionner la phase de développement économique du pays, la forme de pénétration du capital étranger dans le pays, le degré de cohésion entre les différentes fractions de la bourgeoisie et le poids réel de la classe ouvrière, c'est-à-dire son niveau de conscience, son degré d'organisation politique et la capacité qu'elle a de se rallier les autres forces populaires du pays autour d'un projet politique alternatif. Ces différents facteurs varient d'un pays à l'autre et aussi d'une étape à l'autre de l'histoire et s'influencent les uns les autres. Voilà pourquoi en 1976, les moyens choisis par l'Etat canadien pour consolider le rapport de force en faveur de la bourgeoisie canadienne sont différents de ceux utilisés par la bourgeoisie chilienne et l'impérialisme américain pour mater la classe ouvrière chilienne. Mais il ne faut pas se méprendre, le but est le même : garantir une position de force à la bourgeoisie dans la lutte des classes qui l'oppose aux forces populaires.

L'offensive de l'état capitaliste contre la classe ouvrière et le peuple.

Depuis quelques années, au Canada et au Québec, les offensives de l'état capitaliste contre la classe ouvrière et ses alliés naturels se multiplient. La refonte de la loi de l'assurance chômage a pour but de limiter encore davantage l'accès aux prestations, alors que le taux de chômage est de plus de 9% au Québec. Les fermetures d'usines se succèdent les unes aux autres. Partout on accélère les cadences de travail et le plan boni, comme forme de rémunération, existe encore en plusieurs endroits. Les patrons décrètent de plus en plus de lock-out ou s'il y a des grèves, ils les laissent mourir, espérant diviser et écraser encore plus les travailleurs. On décapite les organisations syndicales, permettant les congédiements des dirigeants et militants syndicaux. On viole les mécanismes légaux de la négociation collective en adoptant les lois C-73 et 64 sur les contrôles des salaires. Durant la première année d'application de ces lois, le taux d'augmentation des salaires a en effet été réduit de 18 à 11%, mais les prix des produits de consommation courante - essence, assurance, vêtement, logement, électricité, gas, etc. - ont augmenté plus cette année que l'année précédente où il n'y avait pas de contrôle (sans tenir compte des produits alimentaires non soumis à la loi C-73). Les amendes infligées aux travailleurs pour "infractions" aux différentes lois du travail ou pour non respect des injonctions sont excessivement élevées. Ce

sont là seulement quelques-uns des moyens choisis par l'état capitaliste canadien pour consolider le rapport de force en faveur de la bourgeoisie canadienne.

Sur le plan idéologique, c'est encore la domination de la bourgeoisie. Elle est propriétaire des journaux, des radios, des canaux de télévision qui sont des armes extrêmement puissantes pour orienter et manipuler les idées, espérant ainsi, entre autre, cacher indéfiniment les mécanismes d'exploitation du système capitaliste. Par exemple, depuis quelques jours et à l'approche du 14 octobre, le gouvernement fédéral finance (1 million de dollars) une campagne de publicité pour défendre la loi C-73 et pour refaire l'image du gouvernement libéral. Les travailleurs et le public en général pourront lire dans 107 quotidiens, 936 hebdomadaires, 88 revues et écouter sur 220 postes de radio les "messages" de l'état fédéral vantant les bienfaits du contrôle (des prix) et des salaires. L'ex-ministre Claude Castonguay, de la commission anti-inflation québécoise, haranguait récemment l'Association des Publicistes, leur demandant leur concours afin de mieux faire avaler la loi 64. Chiffres à l'appui, il leur démontra l'efficacité des contrôles sur les salaires: pour ce qui est du contrôle des prix, il leur dit que malheureusement il ne pouvait dévoiler les chiffres, car cela pouvait gêner les compagnies.

Ces quelques exemples suffisent pour montrer qu'au Canada, le rapport de force est nettement en faveur de la bourgeoisie. Les moyens utilisés pour mater la classe ouvrière sont moins sanglants qu'en Amérique latine, quoique de plus en plus les brigades anti-émeutes et les bouncers des agences de sécurité font leur "job" sur les lieux de grève; dernièrement plusieurs travailleurs ont été blessés par ces "chiens".

Au Chili, les moyens utilisés par la bourgeoisie canadienne sont choses de passé. A cause du niveau de conscience de classe et d'organisation des forces populaires et de son avant-garde politique, il n'y a que les fusils, les bombes, les tanks pour arrêter momentanément la montée de la révolution. Les deux textes qui suivent montrent que, même dans les pires conditions, même quand la bourgeoisie se maintient en position de force par les armes, il est possible de s'organiser, de lutter contre la dictature du capital et de construire une alternative politique qui répond aux aspirations de la classe ouvrière et du peuple.

Le premier article est une entrevue d'un dirigeant syndical de la CUT, arrivé en Europe en avril 1976. Il brosse un tableau de la situation du mouvement ouvrier chilien dans la période actuelle.

A partir d'une expérience concrète, le deuxième article montre comment une organisation révolutionnaire prend au sérieux la lutte pour la défense du niveau de vie des masses et pour les libertés démocratiques et syndicales, sans délaisser pour autant la tâche de construire le parti de la révolution prolétarienne. Dans la nouvelle conjoncture, au Chili, c'est à travers la Résistance Populaire comme l'expression du mouvement des masses pour renverser la dictature que l'avant-garde se constituera en un authentique parti révolutionnaire et prolétarien, capable non seulement d'abattre la dictature mais de bâtir une société socialiste.

APERÇU SUR LA SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER CHILIEN

DEPUIS LE 11 SEPTEMBRE 1973 (1.)

Q. : Comment s'est adapté le mouvement ouvrier après le coup d'Etat ?

R.P.: Pour répondre à cette question, il est nécessaire de mentionner quelques-uns des facteurs qui obligent le mouvement ouvrier à une période de caractère défensif.

La répression, l'emprisonnement et l'assassinat des dirigeants à tous les niveaux des partis et des organisations syndicales est un coup qui affaiblit la classe ouvrière. La mise en illégalité de toutes ces organisations, les licenciements massifs et les nouvelles formes de surexploitation de la classe ouvrière sont des facteurs qui forcent au reflux.

D'un autre côté, la dictature, par l'intermédiaire du Ministère du Travail et les moyens de communication de masse, tente d'imposer la trilogie Capital-Travail-Technique, elle essaie d'imposer le "Statut social de l'entreprise" et d'éliminer ainsi la réalité évidente de la lutte de classes. Elle essaie de créer les syndicats verticaux en utilisant pour cela

(1) Interview de René Plaza, membre de la direction nationale du MAPU et de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs du Chili- Paris, 16 avril 1976).

des dirigeants syndicaux collaborateurs qui ne peuvent compter sur l'annui des bases mais qui tentent de réaliser l'unité entre le gouvernement dictatorial et les directions syndicales.

Par ailleurs, sa politique économique désarticule encore plus l'organisation des travailleurs constituant ainsi une double camisole de force: d'un côté, la pression idéologique et de l'autre les conditions matérielles d'extrême misère.

Ces facteurs permettent d'expliquer le reflux du mouvement ouvrier, cependant, il faut souligner que c'est un processus actif, on peut en observer des manifestations depuis les premiers mois après le coup d'Etat.

L'organisation des cellules clandestines

Les premiers signes apparaissent dans les secteurs les plus conscients du mouvement ouvrier: dans les usines, ce sont les premiers Comités d'Usine ⁽¹⁾ comme organismes chargés de la liaison avec les bases, d'accueillir leurs inquiétudes, leurs problèmes et d'élever ce mécontentement à des synthèses que l'on fait parvenir d'une manière ou d'une autre aux travailleurs des usines.

(1) Comités d'usine, ces organisations de masse clandestines sont nommées différemment selon les Partis. Le MIR les appelle: Comités de Résistance.

Tout ce travail réalisé dans des conditions de clandestinité pour faire pression sur d'autres organismes semi-légaux et légaux a retenu progressivement le reflux, a donné un caractère actif à ce reflux et, en définitive, construit une organisation qui, en accord avec sa force et les conditions objectives sur son terrain d'action, entreprend des luttes qui la renforcent peu à peu, qui lui donnent de l'expérience peu à peu et qui, grâce à ces exemples, sont en train de réactiver le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Par ailleurs, à cause de la répression, le mouvement syndical a deux options: la première est d'ordonner à ses militants de faire passer toute l'organisation syndicale à la clandestinité, la seconde est de laisser ouvertes les organisations syndicales.

On a opté pour la seconde et la valeur de cette option a été prouvée peu de mois après le coup d'Etat, quand ont commencé les premières actions revendicatives du mouvement syndical qui permirent, dans les premiers mois de 1975 de voir un mouvement syndical réanimé.

D'un autre côté, l'isolement qui se produisit entre les Partis de gauche et le Mouvement Syndical a été surmonté par l'intermédiaire de la presse clandestine qui a permis aux Comités d'Usine et aux secteurs avancés de la classe ouvrière, d'animer et d'orienter la lutte syndicale.

A un autre niveau, les organisations semi-légales, par exemple les Comités de Défense des prisonniers politiques, élargissement des Comités de Chômeurs, et la création dans les quartiers populaires de "Cantines populaires", permettent la réactivation et le début de la réunification et de l'accumulation de forces du mouvement de masses.

Q. : Mais, après la phase de réorganisation, quels sont les principaux traits de la résistance au Chili aujourd'hui?

R.P.: Pour savoir quels sont ces traits principaux, il faut comprendre en premier lieu qu'aujourd'hui la classe ouvrière, à travers ses secteurs avancés, oriente ses actions de manière à élever les niveaux de conscience des travailleurs et de leur lutte, en partant du stade où ils se trouvent et considérant les actions que le rapport de forces permet.

L'expérience du mouvement ouvrier, accumulée pendant des années de lutte, a montré aux secteurs avancés la nécessité de renforcer les autres organismes légaux et semi-légaux là où l'on peut les utiliser. Ces deux ans et demi de Résistance contre la dictature démontrent qu'il n'est pas possible de concevoir un mouvement de masses dans la clandestinité et indique que les organisations de caractère légal et semi-légal doivent être nécessairement ouvertes, sans normes et schémas qui empêchent la classe ouvrière d'accumuler des forces pour construire l'alternative populaire et révolutionnaire.

La clandestinité comporte de grands risques et exige de connaître les règles de la conspiration et cela n'est le patrimoine du mouvement de masses d'aucun pays, puisque celui-ci est capable, à la différence des partis, de coller au terrain et qu'il emploie tous les moyens pour se protéger dans son avance.

L'organisation syndicale doit assumer la défense des intérêts immédiats des travailleurs: droit au travail, défense du salaire, des prestations sociales, etc...C'est ici qu'elle applique un des principes universels du mouvement syndical qui est la revendication, et qu'elle montre que dans des conditions de répression, si la classe ouvrière abandonnait la lutte revendicative, elle laisserait l'ensemble du peuple démuné face à la politique économique meurtrière de la dictature.

Le rejet du nouveau projet de "Code du Travail", du "Statut social de l'entreprise", des décrets ⁽¹⁾, des licenciements sans discrimination et de la politique économique de choc

-
- (1) Décrets: Signalons trois décrets particulièrement odieux:
- 1-Décret 12 qui dissout la CUT et les grandes Fédérations Paysannes "Ranquil" et "Unité Ouvrière et Paysanne" (UOC).
 - 2-Décret 28 qui prohibe les élections libres dans les syndicats et dans les fédérations.
 - 3-Décret 5 qui introduit "la discipline du travail", qui menace de condamnations par la Cour Martiale qui vont jusqu'à la mort les dirigeants d'une grève dans les grandes entreprises.

laissent voir clairement que la réactivation du mouvement syndical est un fait et, en général, ces progrès démontrent le poids social de la classe ouvrière et du peuple, amenant de nouveaux secteurs sociaux dans la lutte.

Dans le cadre de cette réactivation du mouvement de masses, de nouvelles possibilités d'action s'ouvrent pour l'ensemble du mouvement ouvrier syndical et celui-ci a l'obligation de définir une tactique à la hauteur des exigences. Dans ce contexte, le mouvement ouvrier et populaire ne peut confondre l'ennemi principal qui est la dictature de Pinochet et compagnie mais pas davantage se subordonner ou préparer ses efforts pour appuyer une issue impulsée par l'opposition bourgeoise. Il ne peut tomber dans le dilemme "avec Frei" ou "contre Frei" dans lequel beaucoup de camarades troublés se débattent.

En particulier, la lutte idéologique acquiert une importance fondamentale. L'alternative Frei et la confusion qu'elle tendra à engendrer dans le mouvement ouvrier et dans les masses nous oblige à souligner ce problème, surtout à cause du manque d'alternative politique de la gauche qui ne profite pas de la dynamique que le Mouvement de Résistance a développée.

Le mouvement ouvrier et populaire a un devoir: valoriser d'une façon critique la période du gouvernement populaire, définir clairement et mettre en pratique le chemin de l'unité, de l'organisation et de la lutte qui conduira le peuple à la

victoire: construire son avant-garde révolutionnaire et un front politique à tous les niveaux sont les exigences les plus urgentes de l'heure présente.

Q. : Que pouvez-vous nous dire sur la solidarité avec la Résistance chilienne ?

R.P.: L'expérience vécue pendant ces deux ans et demi nous a montré le contenu profond de l'internationalisme prolétarien et ses expressions concrètes, par exemple, les actions de boycott réalisées par les travailleurs d'Angleterre, d'Autriche, de Suède, d'Italie, de France, etc... Il nous montre que le mouvement ouvrier international n'est pas disposé à ce que l'impérialisme et les grands monopoles internationaux unis à la bourgeoisie chilienne détruisent le mouvement ouvrier chilien.

Par ailleurs, la classe ouvrière et le peuple du Chili ont démontré pendant ces deux ans et demi leurs capacités pour se réorganiser et se préparer à approfondir toujours davantage leur offensive.

Aujourd'hui, il est urgent de dire que la solidarité doit s'accroître parce que les nécessités de la Résistance sont plus vastes quand elle se trouve face à un mouvement de masses actif.

Enfin, nos efforts doivent tendre à exiger la liberté du camarade Manuel DINAMARCA, secrétaire général de la CUT, des camarades Pedro Felipe RAMIREZ, Leonoldo LUNA, Hernan PACHECO, Fernando FLORES, Anibal PALMA, Luis CORVALAN et Bautista VAN SCHOWEN. (1)

(1) Depuis cette date, les camarades Pedro Felipe Ramirez, Fernando Flores et Anibal Palma ont été libérés.

UN PARTI REVOLUTIONNAIRE AU SEIN DES MASSES :
EXPERIENCE DE TRAVAIL POLITIQUE DANS UNE GRANDE USINE.

Nous reproduisons ici le premier numéro de la série "Le travail syndical" que publie le MIR au Chili. Cette série est destinée à faire partager l'expérience du MIR dans le travail de masse clandestin. Ce numéro est du mois de mars 1976.

Le début du travail

Le "groupe politique militaire" du MIR(1) se rendit compte que dans la grande industrie de son secteur - identifiée par eux comme axe principal de son travail d'agitation - commençaient à surgir des conflits de travail à propos des bas salaires, de la diminution de la journée de travail et des continuelles mises à pied de travailleurs. De plus, à la base, les travailleurs étaient préoccupés de la suspension de l'activité syndicale et du projet de "Code du Travail" que voulait imposer la Junte militaire.

(1) GPM: groupe politique militaire, structure de base du MIR regroupant toutes les cellules du Parti dans un même secteur géographique.

Le MIR n'avait pas de militant dans cette usine, pas même un contact. On vérifia parmi les militants de base si quelqu'un y avait un ami, un parent, une connaissance. On finit par tomber sur un contact: on travailla avec lui pendant un mois, recueillant ainsi une foule d'informations (identifier quelques ouvriers, connaître leur état d'esprit, etc...). Mais on ne réussit pas à l'intégrer dans le Parti (2).

Alors commence un intense travail de propagande envoyée par la poste à quelques ouvriers, on vérifia leur adresse en visitant le quartier de l'usine, on leur envoya le "Rebelde"(3) et la propagande propre au "groupe politique militaire". On a cherché ensuite à repérer les endroits fréquentés par ces ouvriers, où ils mangeaient, où ils se divertissaient, où ils sortaient avec leur famille. On s'est organisé pour les rencontrer dans ces lieux, le club sportif, le bar, la paroisse, le centre culturel, etc.

(2)Parti: il s'agit ici du MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire): organisation politique chilienne fondée en 1965.

(3)"El Rebelde": journal du MIR. paraît depuis 1965, mais maintenant distribué clandestinement aux militants et sympathisants du MIR.

Le premier sympathisant et la première cellule

Après deux mois de travail, on recrutait le premier sympathisant du Parti. A partir de ce premier contact organique on a réussi à mieux planifier le travail. On a identifié les ouvriers d'avant-garde de l'usine, ceux qui avaient le plus d'affinité avec le parti.

On a commencé alors à les "travailler" systématiquement, travail personnel de propagande et de discussion politique. On leur envoyait tous les mois le "Rebelde" et les documents publiés par le Parti, on discutait avec eux et on en tirait des conclusions: quand on les a eu suffisamment "testés", on leur a passé la brochure "Qu'est-ce que le MIR?" (4). Parallèlement on a amélioré la propagande postale, l'envoyant à la cinquantaine de travailleurs qui étaient le plus intéressés.

(4) "Qu'est-ce que le MIR?": Document de base sur la tactique et la stratégie du MIR, son origine, son organisation visant à donner au futur militant une vue d'ensemble de la ligne politique du Parti. Ce texte est disponible au Comité Québec-Chile.

On a identifié un dirigeant syndical correct qui était contre la dictature, ainsi que des cadres du PC et PS qu'il y avait dans l'usine à qui on a commencé à envoyer de la propagande par la poste.

Après trois mois de travail, on constituait la première cellule de sympathisants (5) du Parti dans l'usine. Auparavant on les avait mis à l'épreuve en exigeant de chacun d'eux de faire des petites actions de propagande et de guerre psychologique (6).

C'est alors qu'on a commencé l'éducation politique intensive, l'étude détaillée de la politique et de la tactique du Parti; en même temps on a élaboré un plan de travail pour l'usine et on a commencé à définir une petite plateforme de lutte et une ligne d'agitation et de propagande de caractère plus large. On a étudié dans les détails les conditions de sécurité et de clandestinité pour cette cellule.

(5) Sympathisant: avant d'être accepté comme militant du MIR, il faut passer par deux étapes, celle du sympathisant et d'aspirant. A chacune de ces étapes correspondent des tâches spécifiques d'éducation politique mais aussi d'actions concrètes à faire.

(6) guerre psychologique: harcèlement des forces répressives, en téléphonant par exemple.

Le travail se consolide: le premier Comité de Résistance

Après cinq mois de travail, grâce à nos contacts avec des ouvriers du PC, du PS, du MAPU - et même un ou'on a trouvé qui était FTR (7) - nous avons pu constituer le premier Comité de Résistance de l'usine: c'était le produit de tout un travail de propagande et de discussion idéologique, fait sans sectarisme et avec un esprit vraiment ouvert. Neuf camarades faisaient partie de ce comité de Résistance. A partir de ce moment, on a pu élargir considérablement le travail.

On s'est lancé alors dans une action de propagande beaucoup plus intense, de personne à personne, de la propagande postale et aussi de la propagande au grand jour, dans l'usine et le quartier, mais toujours en respectant les normes de sécurité.

On a pu organiser d'autres Comités de Résistance. Puis on s'est mis à travailler de façon organisée dans le syndicat, même s'il était majoritairement contrôlé par des collaborateurs. On avait précédemment identifié quelques mouchards et collaborateurs grâce à notre étude du fonctionnement concret de la répression dans l'usine.

(7)FTR: Front des Travailleurs Révolutionnaires: organisation large regroupant des travailleurs révolutionnaires indépendamment de leur appartenance syndicale ou politique, sur la base d'une plateforme politique.

Le travail dans le syndicat

Nous avons cherché la manière de profiter de la couverture légale du syndicat pour travailler. D'abord nous avons participé au comité des sports et loisirs. Tout en organisant des activités proprement sportives, nous avons pu améliorer notre travail politique clandestin, gagner davantage la confiance des travailleurs et finalement prendre contact avec d'autres usines.

Lentement, prudemment, nous avons pris des petites initiatives dans le syndicat. Nous nous préparions à intervenir dans les assemblées, par de simples questions, des affirmations, des commentaires, des exemples de ce qui avait été gagné dans d'autres syndicats: ainsi nous soulevions nos propres revendications quant aux problèmes des salaires, des bonis, de la réduction des heures de travail, des licenciements, etc. On a réussi aussi à faire un peu d'agitation autour du projet de Code du Travail.

Sur notre initiative et celle du Comité de Résistance s'est organisé un fonds de solidarité pour aider les camarades prisonniers et leurs familles. On a aussi pu mettre sur pied un comité d'aide aux chômeurs.

Nous sommes maintenant en position pour viser des objectifs plus élevés. Les travailleurs n'ont plus peur, leur conscience et leur disposition à se battre ont augmenté parce qu'ils ont senti la présence de la Résistance organisée dans leur propre usine, parce qu'ils se sont rendus compte que la lutte contre la dictature est possible et réelle et que tous doivent y participer. C'est ainsi que la Résistance et le Parti se sont peu à peu renforcés dans cette usine.

La répression

Rendu à ce niveau-là, la dictature sait qu'il y a du travail de la Résistance et du MIR dans cette usine et dans ce quartier mais elle ne sait rien de plus. Les dirigeants jaunes et collaborateurs ont essayé d'intimider les travailleurs mais n'ont jamais réussi.

Les mouchards et les délateurs prêtent l'oreille. L'administration aussi essaie de déterminer où se trouve le foyer de Résistance. La DINA (8) est à l'oeuvre, elle pousse son enquête à partir du "dossier" de chaque travailleur (9).

(8) DINA: Direction d'Intelligence Nationale, Gestapo chilienne sous la direction personnelle de Pinochet.

(9) "dossier": après 1973, les militaires ont enquêté dans les usines qu'ils jugeaient stratégiques afin de constituer des dossiers sur le passé politique de tous les travailleurs.

Ils ont fait deux arrestations sans aucun résultat. On sait qu'un jour, la répression nous frappera mais on sait aussi que c'est le prix à payer. L'important c'est de créer les conditions pour que le travail puisse continuer malgré les coups reçus.

Le Parti

Pour le GPM du MIR, cette expérience a été extraordinairement positive. Elle nous a permis d'injecter de nouvelles énergies aux autres cellules du Parti, d'affermir leur confiance et de développer énormément les perspectives de travail. Aujourd'hui, nous avons deux cellules du Parti dans l'usine - avec possibilité d'en former d'autres - et cela nous a permis du même coup de commencer à former des cellules de sympathisants dans trois autres usines de ce secteur géographique.

D'autre part, nous avons réussi à développer une bonne politique d'alliances avec d'autres cellules du PC, du PS, du MAPU et du secteur anti-gorille de la DC (10).

(10) PC (Parti Communiste), PS (Parti Socialiste), MAPU (Mouvement d'action Populaire Unifié): trois partis appartenant à la coalition de l'Unité Populaire (1970-73). DC (Démocratie Chrétienne): parti bourgeois de droite mais qui avait, au moins jusqu'en 1973, une base ouvrière.

Le travail de masse nous a fortifiés, du point de vue idéologique et politique. Il nous a permis de développer et de renouveler l'infrastructure, ce qui fait que nous pouvons ainsi construire une clandestinité à toute épreuve, immergée dans les masses.

COMMENTAIRE SUR UNE EXPERIENCE DE TRAVAIL POLITIQUE
DANS UNE USINE CHILIENNE

A la suite du Coup d'Etat du 11 septembre '73, des milliers de travailleurs se sont retrouvés désorganisés et désorientés.. Leurs organisations syndicales, populaires et politiques étaient détruites et leurs dirigeants souvent arrêtés, tués ou en exil. Il s'en est suivi une baisse extraordinaire de leurs capacités d'organisation et de lutte sur tous les fronts mais en particulier dans les usines où la répression physique et économique était particulièrement brutale et systématique.

Puis avec le temps, les partis politiques de la gauche chilienne se sont restructurés. Combattant la peur, les travailleurs ont commencé à se réanimer et à revendiquer dans ce qui restait de cadre légal (syndicats officiels) leurs droits syndicaux et démocratiques. Sachant que cela ne suffit pas, l'avant-garde politique de la classe ouvrière travaille à organiser, dans la clandestinité, le Mouvement de Résistance populaire, et à construire le parti politique qui saura diriger le mouvement de Résistance jusqu'à la révolution prolétarienne.

C'est dans cette perspective que le MIR a vu la nécessité de définir clairement et scientifiquement les secteurs prioritaires: où développer la Résistance et où il était plus susceptible de rallier les travailleurs d'avant-garde à son organisation. Il a défini comme axe principal de son travail d'agitation et de propagande, les secteurs de la classe ouvrière les plus avancés idéologiquement mais aussi au niveau de leurs expériences de luttes.

Comme on a pu le voir, les militants du MIR n'agissent pas n'importe où mais selon un plan établi après analyse. La valeur de leur analyse et de leur travail se manifeste clairement par les résultats obtenus: on a réussi non seulement à animer la lutte syndicale (bien que le syndicat soit contrôlé par des collaborateurs) et à organiser des Comités de Résistance, mais aussi à constituer deux cellules politiques dans cette usine. De plus, cette agitation s'est étendue aux autres usines du secteur et dans trois usines se sont formées des cellules de sympathisants du Parti.

Ces sympathisants sont ceux qui se sont effectivement engagés dans "de petites actions de propagande et de guerre psychologique". Ces petites actions garantissent que l'adhésion de ces travailleurs à une organisation d'avant-garde dépasse leur adhésion intellectuelle à une ligne politique. Seuls ceux qui ont été capables de passer à travers cette première étape sont choisis comme sympathisants. Le Parti commence alors avec eux l'éducation politique intensive.

Ce texte met aussi en lumière comment la question de la division de la classe ouvrière chilienne en de nombreux partis reçoit une réponse au niveau de la base. C'est autour d'un objectif politique précis: créer une base de Résistance dans l'usine que les travailleurs militants dans différents partis de gauche ont pu s'unir.

La nécessité d'organiser largement la Résistance est venue à bout du sectarisme. C'est probablement de cette façon que l'unité de la classe ouvrière pourra avancer au Chili.



